

Pour sortir du marasme agricole : la fuite en avant ou la révolution agroécologique ?

La colère exprimée depuis deux semaines appelle une réflexion sur les enjeux agricoles et politiques. Le mouvement est né de façon assez spontanée autour de la question du revenu et les différents syndicats agricoles ont embrayé avec des solutions radicalement différentes.

La FNSEA (et son allié, les JA) défend la solution du productivisme, basée sur la course aux volumes de production agricole et l'usage intensif des intrants chimiques, quitte à sacrifier l'emploi, et la santé des femmes et des hommes qui produisent. Toutes celles et ceux qui ne pourront rester dans cette course, qui suppose que certains s'agrandissent aux dépens des autres, voient leur revenu baisser inexorablement. Les témoignages collectés par Nicolas Legendre dans le livre « Silence dans les champs », lauréat du prix Albert Londres, nous éclairent, une fois de plus, sur le lourd tribut humain.

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, est aussi le patron d'Avril, un des plus gros groupes agroindustriels aux intérêts pas toujours concordants avec la juste rémunération du travail agricole, et un céréalier exploitant 700 hectares en Ile de France. De 2010 à 2022 la moyenne annuelle des revenus par exploitation montre de grandes et croissantes disparités : pour les 10% les plus aisés, dont M. Rousseau, la rémunération dépasse 80 300€ par an alors que les 10% aux plus faibles revenus sont en négatif¹. Celles et ceux qui sont mis en première ligne dans les manifestations !

La FNSEA cogère la politique agricole depuis les années 60, jusqu'à imposer ses vues et ses personnalités au ministère de l'agriculture et elle est donc co-responsable de toutes les crises répétées d'un drame sans fin. La mise en œuvre du modèle productiviste a divisé par 4 le nombre d'agriculteurs et d'agricultrices, de 1 600 000 en 1982 à 400 000 en 2022 (moins 100 000 ces 10 dernières années). Un palier a encore été franchi lors du premier mandat d'E. Macron, dont la seule ligne politique est le libéralisme et la croissance infinie², avec un alignement complet sur le syndicat majoritaire. Chantre d'un « en même temps » incantatoire, Jupiter s'imagine peut-être capable de défier Lavoisier et de poursuivre la destruction des ressources naturelles sans conséquence sur les limites planétaires... Il en va ainsi des mégabassines, des pollutions, de la biodiversité... le triptyque « numérique, robotique et génétique » de France 2030 porte haut les couleurs du solutionnisme technologique. Y compris en sautant de l'économie de la promesse à celle du mensonge quand l'Agence Nationale de la Recherche affirme sans preuve que les NBT augmenteront le rendement du blé³ !

Il est étrange que le **plan Ecophyto** suscite autant de fureur contre l'écologie alors que son échec est attesté régulièrement (derniers en date, le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les causes de l'incapacité de la France à atteindre les objectifs des plans successifs le 21 décembre 2023⁴ et l'avis du Comité national de la biodiversité le 4 janvier⁵). La FNSEA et l'agro-industrie qui avaient dédaigné en 2007 le Grenelle de l'environnement ont ensuite bataillé avec succès pour neutraliser le plan Ecophyto 2018 qui avait pour ambition de réduire de 50% l'usage des pesticides, si possible. Nous sommes témoins de la persévérance déployée par le lobby agro-industriel qui verrouille⁶ pour empêcher l'émergence des alternatives aux pesticides, condition de la réussite de ce plan. L'agrandissement des fermes, au détriment de l'installation des jeunes, simplifiant les pratiques culturales est une des explications de l'échec car pour en finir avec les pesticides, il faut aussi des agriculteurs et agricultrices dans les champs⁷. Résultat : plus 14% d'augmentation des pesticides (base NODU) alors que le passage de 3 à 11% de la SAU en agriculture biologique aurait dû à lui seul minorer la consommation nationale. Lors de ces 15 années perdues, toutes les alarmes de la crise écologique se sont déclenchées : destruction des haies, érosion, effondrement des populations d'insectes et d'oiseaux, marées vertes, fermeture des captages... Le tout associé à un réchauffement perceptible par

¹ Ouest-France 3-4 février, page Terre, le grand écart des rémunérations agricoles.

² Il fut rapporteur général adjoint de la commission Attali pour la libération de la croissance française.

³ <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article4274>

⁴ https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/commission_enquete_phytosanitaires

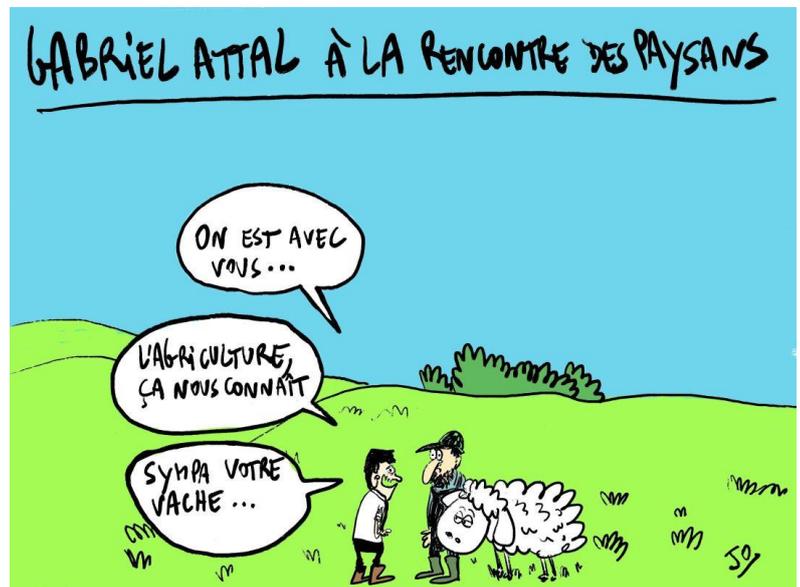
⁵ https://www.avis-biodiversite.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2024-01_avis_cnb_strategie-ecophyto-2030_10_janvier_2024.pdf

⁶ <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/abs/2017/01/cagri160188/cagri160188.html>

⁷ <https://theconversation.com/pour-en-finir-avec-les-pesticides-il-faut-aussi-des-agriculteurs-dans-les-champs-106978>

tout le monde. Paysannes et paysans sont les premières victimes du productivisme, plus jouets du malheur qu'acteurs. Un auditeur de la « Terre au carré » sur France Inter questionnait le 1 février : « G. Attal propose de mettre en pause le plan Ecophyto. Au moment où on découvre que nos eaux de source et donc souterraines sont polluées. Je me demande ce que les agriculteurs vont faire boire à l'avenir à leurs bêtes et surtout à leurs enfants ». Dans certaines régions la dégradation de l'environnement pénalise déjà la capacité de production. Malgré son inefficacité, l'annonce de la mise en pause du plan Ecophyto constitue une victoire symbolique pour la FNSEA, lui permettant au passage de pointer des boucs émissaires, les écologistes, évidemment...

Et oui, on marche sur la tête ! Nous défendons la démonstration scientifique pour une prise de conscience partagée, mais nous assistons à une trumpisation des débats qui piétine les faits. Au lieu de construire des solutions, un temps précieux est gâché à réexpliquer des évidences pour contrer des argumentaires tronqués ou mensongers. Comment sortir de ce cauchemar tout en permettant aux personnes qui travaillent en agriculture de tirer fierté et revenu décent de leur travail si important pour la société ? Alors que les reculs gouvernementaux effacent les bien maigres avancées, comment faire pour, ensemble, préserver l'habitabilité de notre planète ? La Confédération paysanne propose, avec d'autres organisations syndicales, une autre vision et des solutions très différentes⁸, reposant avant tout sur des prix agricoles permettant une juste rémunération du travail.



Pour **l'incontournable transition agroécologique**, il devient urgent de convoquer les partenaires économiques et sociaux avec un cap clair défini par une réflexion collective pour en finir avec le productivisme et l'injustice sociale. Pour produire et consommer sobrement, moins et mieux dans le respect des limites planétaires, comme le suggère le scénario TYFA. Non, un modèle productiviste n'est pas compatible avec des alternatives plus respectueuses de l'environnement et mieux-disantes sur le plan social. Les Scientifiques en rébellion expliquent dans une tribune de l'Obs⁹ que répondre à la détresse des agriculteurs et agricultrices est compatible avec le respect de l'environnement et de la santé publique, à condition de rejeter les mesures productivistes et rétrogrades du duo FNSEA-gouvernement. Arrêtons avec ce système où l'enrichissement de quelques-uns, reposant sur l'accaparement des terres, se fait aux dépens de la collectivité, qui paye les dégâts sociaux et environnementaux du modèle. Arrêtons avant que l'agriculture paysanne ne soit plus possible, dans un environnement contaminé, manipulé et détruit. Les agriculteurs refusent d'assumer seuls la transition écologique. Définissons collectivement les fonctions de l'agriculture : nourrir qui et comment, avec quels impacts sur l'environnement et quel modèle social ? Fixons un nouveau cap solide et durable car comme le disait si bien l'ancien ministre de l'agriculture Edgar Pisani : "à l'issue d'une politique qui marche il faut en changer lorsqu'on a atteint les objectifs fixés". Puis lançons un effort de recherche et développement équivalent à celui de la modernisation des années 60 pour une réelle révolution agroécologique qui se soucie plus de la durabilité de nos systèmes alimentaires et la vie sur les territoires que des chiffres à l'export. Définissons collectivement les fonctions de l'agriculture : nourrir qui et comment, avec quels impacts sur l'environnement et quel modèle social ? **Face aux changements d'ampleur un nouveau contrat social est nécessaire et indispensable.**

A voir un documentaire éclairant les évolutions de l'agriculture : « Tu nourriras le monde » de Nathan Pirard & Floris Schruijer, en ligne en accès libre sur le site internet puis disponible pour 3€ en location : <https://parolesdepaysans.wixsite.com/parolesdepaysans/tu-nourriras-le-monde> + un lien spécial qui rend le film accessible jusqu'à mardi 6 février minuit (06/02) : <https://app.videos.fr/a78e8f8d-3e8d-4f3f-b279-5b9240279615/>
Mot de passe : inraesud

⁸ <https://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=14162>

⁹ <https://www.nouvelobs.com/opinions/20240203.OBS84041/tribune-productivisme-et-destruction-de-l-environnement-fnsea-et-gouvernement-marchent-sur-la-tete.html>